



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JM

**Arrêté préfectoral de prolongation d'occupation temporaire des sols  
pour l'exécution d'office des travaux réalisés en situation d'urgence impérieuse par l'ADEME  
à proximité du site dernièrement exploité par la société SAMBRE ET MEUSE  
sur la commune de FEIGNIES**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 532-1 ;

Vu la loi du 29 décembre 1982 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 16 mai 2022 nommant madame Fabienne DECOTTIGNIES, administratrice de l'Etat hors classe, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Nord, sous-préfète de Lille ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office en urgence impérieuse sur le site dernièrement exploité par la société SAMBRE ET MEUSE située sur la commune de FEIGNIES et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'agence de la transition écologique (ADEME) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 d'occupation temporaire des sols pour l'exécution d'office des travaux réalisés en situation d'urgence impérieuse par l'ADEME sur le site dernièrement exploité par la société SAMBRE ET MEUSE située sur la commune de FEIGNIES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2023 prescrivant l'exécution de travaux d'office en urgence impérieuse sur le site de la société SAMBRE ET MEUSE sur la commune de FEIGNIES et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'ADEME ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2023 d'occupation temporaire des sols pour l'exécution d'office des travaux réalisés en situation d'urgence impérieuse par l'ADEME à proximité du site dernièrement exploité par la société SAMBRE ET MEUSE sur la commune de FEIGNIES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à madame Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 16 septembre 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le plan annexé ;

Considérant ce qui suit :

1. la nécessité d'accéder et d'occuper le site pour effectuer les travaux prescrits ;
2. la nécessité de prolonger le chantier dans le cadre du marché en cours avec la société VERDIPOLE ;
3. la nécessité de poursuivre les travaux engagés en lien avec l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 mars 2023, la découverte d'un sous-sol complet au niveau du bâtiment 17 n'ayant pas permis la gestion complète de ce secteur dans le cadre du marché actuel, et d'actions de gestion des fosses (zones TR1 et bâtiment n°2) contaminées par l'amiante suite à des essais pilotes de traitement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

## **ARRÊTE**

### Article 1

Les représentants de l'agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargés de l'exécution, en urgence impérieuse, des travaux de mise en sécurité sur le site sis rue des usines à FEIGNIES, parcelles cadastrales CE 130, CE 133, CE 135, CE 148, CE 150 et CE 151 propriétés de la communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, et parcelles cadastrales CD 50, CE 105, CE 125, CE 126, CE 127, CE 128, CE 131 et CE 149, propriétés de SAMBRE ET MEUSE, sont autorisés pour une durée de 18 mois supplémentaires à compter de la date de notification du présent arrêté, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 mars 2023.

À cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation de ces travaux rendra indispensables.

### Article 2

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1<sup>er</sup> prescrits à l'ADEME par voie d'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé.

### Article 3

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME.

À défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

### Article 4

Chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

### Article 5

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date de notification aux intéressés.

### Article 6

Le présent arrêté sera publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1<sup>er</sup>, à la diligence du maire de FEIGNIES qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

### Article 7

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 8 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 Lille Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique – Grande Arche de La Défense – 92055 La Défense Cedex.

En outre et en application du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 9 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et la sous-préfète d'AVESNES-SUR-HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- à l'agence de la transition écologique (ADEME) ;
- au maire de FEIGNIES ;
- au président de la communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS) ;
- à maître Nicolas SOINNE, SELAS M.J.S PARTNERS ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- au directeur général de la prévention des risques.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FEIGNIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois ;
- l'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Nord.

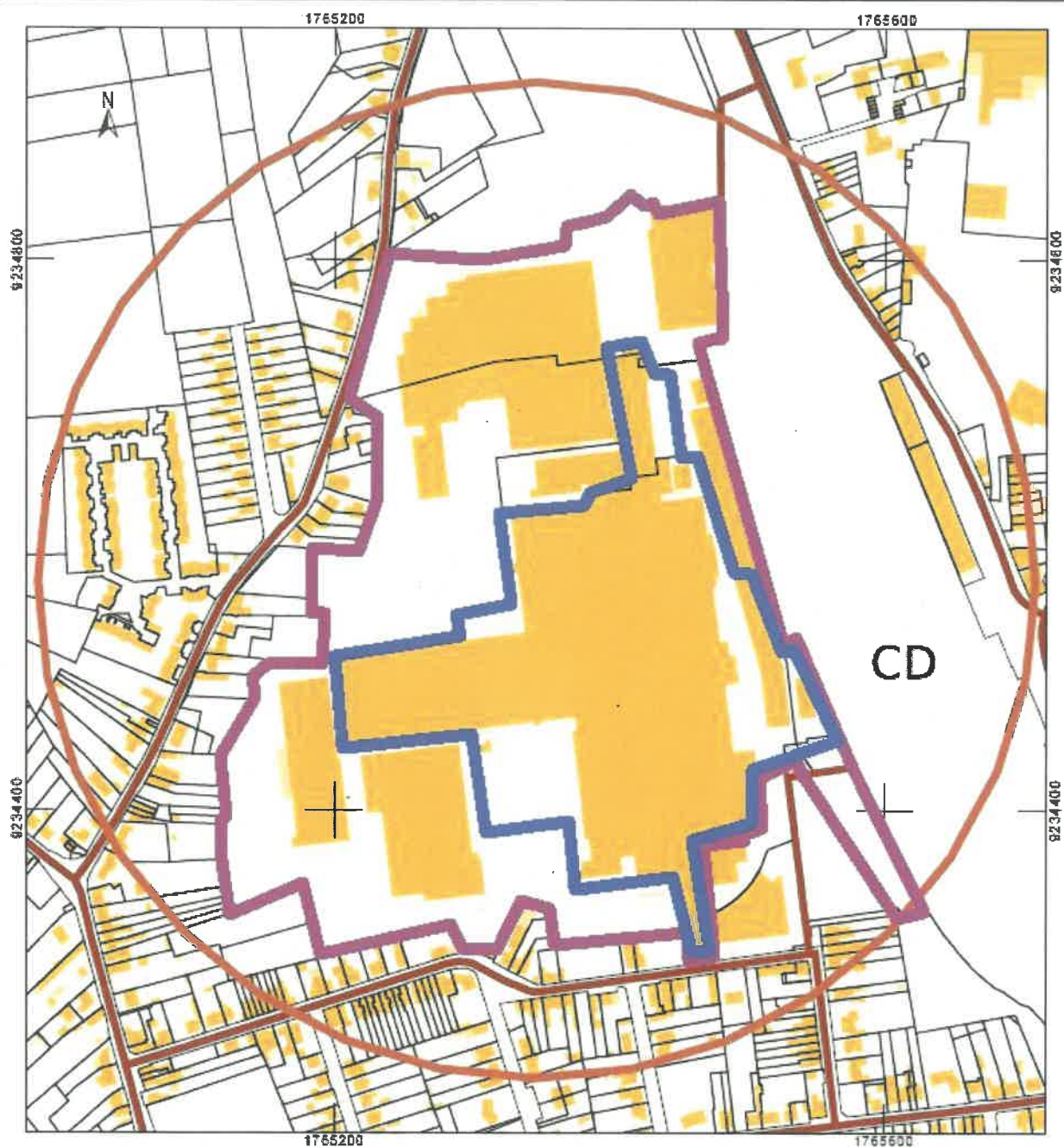
Fait à Lille, le **19 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Fabienne DECOTTIGNIES

**Annexe : Plan du site**



VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du **19 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégation.  
La secrétaire générale

  
Fabienne DECOTTIGNIES

